



Sandra Marsaud

députée de la 2^e circonscription de la Charente



Inauguration du bourg de Bors-de-Montmoreau



Congrès de Versailles : vote de la constitutionnalisation de l'IVG

2023-2024. Traditionnelle, cette 6^e lettre d'information sur mon activité parlementaire paraît dans un contexte particulier : après une nouvelle élection législative, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale. Elle présente à la fois mon bilan de mandat et les perspectives pour celui qui commence.

Un retour sur l'évolution politique récente s'impose avant d'aborder cette nouvelle étape. Depuis 2022, l'Assemblée nationale fonctionne sans majorité absolue. Nous avons dû travailler ensemble pour faire avancer des textes sur des sujets essentiels (énergies, pouvoir d'achat, logement...). Ces coalitions par « projet » ont permis d'éviter des blocages majeurs pour le pays.

Si nul ne peut prédire combien de temps durera cette XVII^e législature, un nouveau mandat de 5 ans est ouvert, constitutionnellement parlant. J'ai échangé avec beaucoup d'entre vous, conscients des enjeux pour notre République. Nous savions qu'une nouvelle motion de censure serait votée, après une vingtaine d'autres motions examinées en deux ans. La dissolution a donc été décidée en anticipation, avant des échéances majeures comme les Jeux Olympiques et la mise en œuvre d'un budget complexe.

Nos institutions, parfois décrites comme fragilisées ou décriées par certains (qui souhaitent en réalité une nouvelle République par une révolution dont nul ne saurait les conséquences réelles), fonctionnent toujours. Il n'y a pas de déni de démocratie, mais une situation inédite dans la V^e République.

Et qu'en est-il de votre quotidien ? Simplification administrative, soutien à l'agriculture française, sécurité, constitutionnalisation de l'IVG, début des débats sur la fin de vie... Voilà les thématiques que nous avons abordées cette dernière année, et que je continuerai à suivre.

Si je me donnais comme objectif en 2023 de « garder le cap par gros temps », il reste une réalité, pour la circonscription, pour ses acteurs qui œuvrent quotidiennement pour le territoire. Au travail donc, pour vous et avec vous.

Le logement, fil rouge de mon activité parlementaire

La politique du logement est une priorité sur laquelle je travaille depuis 2017. Parmi les mesures permettant d'augmenter l'offre de logements, en mars 2024 nous avons voté, de manière transpartisane, une loi visant à faciliter la rénovation des copropriétés dégradées avec plus de pouvoirs pour les maires, une plus grande responsabilisation des syndicats, une possibilité d'emprunts collectifs pour réaliser les travaux, et des mesures de lutte contre les marchands de sommeil.

Je poursuis mon engagement dans plusieurs groupes de réflexion avec des acteurs nationaux (bailleurs, promotion immobilière, divers métiers de la construction, urbanistes, représentants des ministères...) et je reste investie dans les programmes « Engagés pour la qualité du logement », dont bénéficie Salles-de-Barbezieux, ainsi que « POPSU », une plateforme de recherche élus-chercheurs intervenue à Lavalette-Tude-Dronne et à Merpins. Je continue également à soutenir, comme je le fais depuis 2017, les projets locaux, publics ou privés, par exemple pour le logement des seniors en Charente (Val-de-Cognac, Salles-de-Barbezieux...).

Constitutionnalisation de l'IVG

Le Parlement, réuni en Congrès à Versailles, a voté la constitutionnalisation de l'interruption volontaire de grossesse en mars 2024.

2 ans à protéger votre pouvoir d'achat

Dans un contexte de succession de crises sanitaires et économiques internationales, nous nous sommes toujours mobilisés pour soutenir nos concitoyens et réduire l'inflation, par :

L'avancement des négociations commerciales entre les supermarchés et les industriels, afin que les Français bénéficient de la baisse du coût des matières premières, La revalorisation des prestations, des minima sociaux et des pensions de retraite, Le chèque énergie pour aider les ménages à faire face à la hausse des coûts de l'énergie, Le bouclier tarifaire pour le gaz et l'électricité, L'indemnité carburant de 100 €, Le plafonnement des loyers à 3,5 % pendant l'année 2023 pour limiter les hausses.

XVI^e législature

125 textes législatifs examinés et promulgués sous la 16^e législature dont de nombreux textes adoptés de manière transpartisane comme les lois sur les énergies renouvelables, sur la relance de l'énergie nucléaire ou encore sur le pouvoir d'achat.

ÉDITO

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



À la tribune



Audition de S. Lecornu, ministre des Armées, de R. Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie et d'O. Becht, ministre délégué chargé du commerce extérieur

Pour votre sécurité

Lutter contre la drogue : lancement des opérations « Place nette » pour combattre toutes les formes de trafic et sécuriser l'espace public.

Augmenter et moderniser les moyens de nos forces de l'ordre : création de 200 nouvelles brigades de gendarmerie, dont une à Val-de-Cognac, et généralisation du dépôt de plainte en ligne pour les infractions simples.

Renforcer la justice : des objectifs de recrutement ambitieux d'ici 2027 : +1 500 magistrats, +1 800 greffiers, +1 100 attachés de justice, et construction de 18 000 places de prison supplémentaires.

Protéger nos élus locaux, piliers de notre démocratie : sanctions aggravées en cas d'agression contre des élus, peine de travail d'intérêt général en cas d'injure, d'outrage ou de diffamation publique à l'encontre des élus, et faire du harcèlement moral, notamment en ligne, une circonstance aggravante.

Effort inédit pour nos sapeurs-pompiers : cofinancement de 150 millions d'euros pour renforcer les services d'incendie et de secours, dont 3 149 735 euros pour la Charente. Ce financement permet l'acquisition et le remplacement du matériel de lutte contre les incendies.

Pour notre souveraineté alimentaire et l'avenir de notre agriculture

Avant la dissolution, nous avons examiné un projet de loi d'orientation et d'avenir agricole qui devait permettre aux agriculteurs de répondre à certains défis auxquels ils sont confrontés : renouvellement des générations, transitions agroécologiques et climatiques, transmission des exploitations, empilement des normes. Il est essentiel de travailler collectivement pour poursuivre ces travaux.

La loi sur la fin de vie

L'examen de la loi sur la fin de vie, visant à permettre aux patients, sous des conditions strictes, de bénéficier d'une aide à mourir, a également été interrompu par la dissolution. Ce texte abordait aussi les soins palliatifs, l'accompagnement, ainsi que les droits des patients et de leurs aidants. Avec plusieurs collègues parlementaires, nous avons co-signé une proposition de loi similaire à celle étudiée avant la dissolution, et nous espérons vivement que les débats sur ce sujet sociétal majeur pourront reprendre : la présidente de l'Assemblée nationale s'est engagée à l'inscrire à l'ordre du jour.

Aide à l'Ukraine

Deux ans après le début de la guerre en Ukraine, les Présidents français et ukrainien ont signé le 16 février 2024 à Paris un accord bilatéral de coopération en matière de sécurité. Concrètement, la France s'engage à apporter jusqu'à 3 milliards d'euros d'aide militaire supplémentaire en 2024 et à poursuivre son aide sur tous les plans. J'ai voté, comme une grande majorité de mes collègues, en faveur de cet accord important pour l'avenir de l'Ukraine d'abord, mais aussi de l'Europe et de la France.

Commission d'enquête sur les manifestations violentes

À l'automne 2023, j'ai participé à la commission d'enquête sur les violences lors des manifestations entre le 16 mars et le 3 mai 2023, notamment à Sainte-Soline. Le bilan fait état de 1 518 blessés parmi les forces de l'ordre et 546 parmi les manifestants, ainsi que de nombreuses atteintes aux biens publics. La commission a constaté que la source des violences réside dans la formation récurrente et problématique de blocs radicaux, principalement d'ultra-gauche ou écologistes.

Après 6 mois de travail, dont 39 auditions et tables rondes, 2 déplacements (Bordeaux et Sainte-Soline) et 66 heures d'audition, la commission a rendu 36 recommandations.

Le vote de soutiens spécifiques pour les jeunes

Maintien du repas à 1€ dans les Crous pour les étudiants boursiers.

Revalorisation des bourses sur critères sociaux pour tous les échelons (37€ / mois).

Possibilité de financer son permis de conduire avec son CPF.

Questions orales et écrites au Gouvernement

Réglementation ICPE pour la construction des chais de stockage des eaux-de-vie.

Application de la loi pour le **calcul de la retraite des non-salariés agricoles**.

Dépassements d'honoraires des médecins.

Allocation des quotas carbone aux entreprises.

Protection des **réserves de substitution**.

Labellisation bas carbone de l'agriculture de conservation des sols.

Mise en œuvre du plan 2022-2026 pour le **prélèvement et la greffe d'organes**.

Accueil des personnes en situation de **polyhandicap**.

Droit à l'**allocation de soutien familial** pour les **réfugiés ukrainiens**.

Travail en journée des agents de propreté dans les marchés publics.

Amortissement des pertes de **taxe foncière** pour les **communes désindustrialisées**.

Accompagnement de la **transition écologique**.

Mes missions

Mission parlementaire « entrepôts XXL »

En décembre 2023, j'ai présenté un rapport sur les grands entrepôts logistiques. Si ces derniers permettent de densifier le stockage et de regrouper les flux de transport, un déploiement mal planifié en périphérie des métropoles pourrait entraîner une artificialisation des sols et des dommages environnementaux. Sans les condamner, nous avons étudié leurs effets sur l'économie locale, l'emploi, l'environnement et l'aménagement. Nos propositions visent à optimiser leur implantation tout en minimisant les impacts négatifs et en respectant les engagements écologiques du pays.

Mission parlementaire sur la stratégie de marché de la filière viticole

Nommée co-rapporteuse de la mission sur la stratégie de marché de la filière viticole, je reprends les travaux de mon collègue député Éric Girardin. Cette mission permettra de faire le point sur les défis du secteur : attentes des consommateurs, baisse de la consommation, adaptation au changement climatique, gouvernance et valorisation de la production. Nous analyserons les stratégies en cours et proposerons des axes de travail et des actions publiques pour soutenir la filière et ses perspectives d'avenir, notamment dans les bassins de Cognac, de Champagne, de Bordeaux, du Languedoc...

La Charente et les politiques publiques nationales

La brigade mobile de gendarmerie de Val-de-Cognac, inaugurée en mars 2024, a permis de renforcer la présence des forces de l'ordre en zones rurales et périurbaines. Première de Nouvelle-Aquitaine, elle opère via des tiers-lieux et un poste mobile, le « Gend-Truck ». J'ai soutenu cette initiative lors de rencontres avec le Président Macron et Gérald Darmanin.



Brigade Mobile Territoriale à Val-de-Cognac

40 communes charentaises ont obtenu le label « Villages d'avenir » pour revitaliser leur territoire, dont 22 dans la 2^e circonscription. Le programme national « France 2030 » continue de financer l'innovation et la transition écologique. J'ai assisté à l'inauguration d'un tiers-lieu commercial à Condéon, financé par ce programme. Parmi les projets que j'ai soutenus : la transformation de l'ancienne caserne des pompiers de Jarnac en logements, le chantier de l'Ilot Carré Blanc à Cognac et les maisons de santé pluridisciplinaires de Salles-d'Angles et Châteauneuf-sur-Charente.

Toujours en soutien à l'agriculture

Lors des mobilisations agricoles début 2024, j'ai entendu des revendications telles que simplification, paiements dans les délais et clauses miroirs dans les traités internationaux. Le gouvernement a annoncé 67 avancées majeures pour les agriculteurs, disponibles sur mon site Internet. Concernant la filière cognac, Éric Girardin a présenté en juillet 2023 un rapport sur la transmission du foncier viticole avec des mesures pour harmoniser la fiscalité des transmissions. J'ai aussi adressé des courriers pour alerter sur l'enquête antidumping chinoise visant la France. Le 8 mars 2024, Franck Riester a visité Jarnac pour réaffirmer le soutien du gouvernement à la filière cognac, essentielle pour le commerce extérieur français. Enfin, j'ai interpellé le ministère de la transition écologique sur les réglementations applicables aux chais de stockage, qui se sont durcies depuis l'incendie de Lubrizol, freinant de nombreux projets. Des réunions sont en cours avec la préfecture et le ministère pour trouver des solutions adaptées. Le SDIS de la Charente est également impliqué dans ce dossier.



Échanges sur le thème de la simplification administrative

Des simplifications administratives indispensables

En février, Alexis Izard, député de l'Essonne, est venu échanger avec l'industrie charentaise sur la simplification administrative. De ces discussions ont émergé des propositions concrètes pour préparer un « plan d'action simplification ». J'espère que ce projet de loi, en discussion lors de la dissolution, sera remis à l'ordre du jour dans cette législature, c'est indispensable.

Une année de travail en circonscription



41
CÉRÉMONIES



8
ENTREPRISES VISITÉES



25
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES



75
PARTICIPATIONS
À DES INAUGURATIONS,
ÉVÉNEMENTS CULTURELS,
SPORTIFS...



13
RÉUNIONS
EN PRÉFECTURE



60
RENCONTRES
AVEC LES ACTEURS
DU TERRITOIRE



5
VISITES OFFICIELLES
(PRÉSIDENTIELLE, MINISTÉRIELLES,
DÉPUTÉS,...)



53
SOLLICITATIONS
CITOYENNES



11 800
KILOMÈTRES
PARCOURUS

Se battre pour nos infrastructures de transport

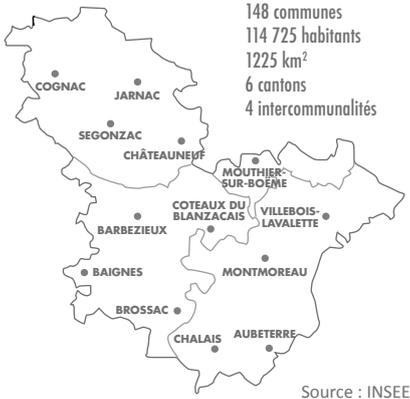
Il est indispensable de terminer rapidement les travaux de la RN 141 à l'est et de programmer ceux entre Malvieille et Hiersac à l'ouest. Coûteux, ces travaux nécessitent d'inscrire au calendrier un maximum d'étapes pour rattraper le temps perdu. Je suis confiante dans le contrat de plan État-Région 2024 pour relancer études et travaux en Charente, car nous méritons des voies de communication améliorées pour désenclaver notre ruralité : carrefours-plans au nord, relance de la RN 141 à l'ouest, finalisation à l'est.

Plan triennal pour les écoles

La Charente, touchée par un déclin démographique et un vieillissement marqué de la population depuis plus de 10 ans (source : INSEE), fait face à une baisse continue du nombre d'élèves. Pour répondre à ces défis, le ministère de l'Éducation a lancé un plan triennal pour accompagner les communes rurales dans la mutation de leurs écoles. Le lancement en préfecture de Charente a permis de poser les bases et présenter les projets en cours. La communauté de communes Lavalette-Tude-Drone a anticipé cette évolution avec une vision prospective et dynamique pour ses 50 communes. J'ai aussi soutenu des alternatives comme les relais petite enfance et garderies dans les écoles comme à Bréville. Je salue la communauté éducative, élus et parents pour leurs réflexions. La vitalité des écoles ne peut reposer uniquement sur l'Éducation nationale : c'est une question d'aménagement du territoire, impliquant emploi, logement et mobilités !

À la rencontre de la jeunesse charentaise

Je me suis rendue au lycée Beaulieu de Cognac pour échanger avec les élèves de la classe « Défense » sur la représentation politique et ses enjeux. J'ai également visité le lycée professionnel agricole de Salles-de-Barbezieux pour discuter avec les délégués des élèves sur le fonctionnement de la démocratie française. En cette année sportive, le « Parlement des Enfants » a invité les classes à proposer une loi sur le sport chez les jeunes. L'école de Mainxe-Gondeville et le collège Félix-Gaillard ont relevé ce défi. J'ai rencontré leurs élèves pour échanger sur leurs propositions de loi, en abordant aussi le rôle d'un député et le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Enfin, une rencontre avec les élèves de terminale Droit et Grands Enjeux du Monde Contemporain (DGEMC) du lycée Jean-Monnet de Cognac dans le cadre du concours « Découvrons notre constitution » a abouti à une belle réussite.



Mandat

XVI^e législature : mandat du 19 juin 2022 au 9 juin 2024
XVII^e législature : réélue le 7 juillet 2024

Commission permanente

Commission des affaires économiques, secrétaire

Commission d'enquête

Commission d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir, secrétaire

Commission permanente non législative

Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Groupes de travail du groupe Ensemble pour la République

Vigne, vin et œnologie

Groupes d'études

Vigne, vin et œnologie
Attractivité économique et export
Commerce, artisanat et métiers d'art, industries du luxe
Fin de vie
Gastronomie, métiers de bouche et arts de la table
Industrie du luxe
Ruralité

Groupes d'amitiés

France-Indonésie, vice-présidente
France-États-Unis

À l'Assemblée cette année :

668 amendements signés, dont 18 proposés et 197 adoptés
12 propositions de loi co-signées
10 questions écrites
2 questions au Gouvernement en hémicycle
1 rapport de mission en cours
Organisation d'un colloque sur l'aménagement du territoire
Réunion du Congrès pour voter la constitutionnalisation de l'IVG, le 4 mars 2024 à Versailles

POUR EN SAVOIR +

www.sandramarsaud.fr

(lettres annuelles, newsletters, contacts, ...)

www.assemblee-nationale.fr

Et au quotidien sur

✉ @MARSAUDSandra
f @SandraMarsaudLaRepubliqueEnMarche
@marsaudsandra



SITE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



LETTRE D'INFORMATION EN LIGNE